

Politiques publiques et économie informelle au Maroc à l'ère du Covid-19 : enjeux et perspectives

Public policies and the informal economy in Morocco during Covid-19: challenges and perspectives

DINAR Brahim

Enseignant Chercheur

Faculté d'Economie et de Gestion de Settat

Université Hassan 1^{er} - Maroc

Laboratoire de Recherche en Economie, Gestion et Management des Affaires (LAREGMA)
Maroc

bh.dinar@gmail.com

BERRAHMA Nezha

Doctorante

Faculté d'Economie et de Gestion de Settat

Université Hassan 1^{er} - Maroc

Laboratoire de Recherche en Economie, Gestion et Management des Affaires (LAREGMA)
Maroc

nz.berrahma@gmail.com

Date de soumission : 27/10/2022

Date d'acceptation : 19/01/2023

Pour citer cet article :

DINAR B. & BERRAHMA N. (2023) «Politiques publiques et économie informelle au Maroc à l'ère du Covid-19 : enjeux et perspectives», Revue Internationale des Sciences de Gestion « Volume 6 : Numéro 1 » pp : 371 – 397

Résumé

Le Maroc, à l'instars des pays en voie de développement, connaît ces dernières années une expansion considérable de l'économie informelle sur le plan national. Avec l'arrivée de la crise pandémique du coronavirus, la situation de cette économie s'aggrave de plus en plus.

L'objectif de cet article, est d'analyser les effets directs de la crise du coronavirus sur l'économie informelle pour envisager les politiques adéquates à mettre en œuvre afin de sauver les travailleurs informels vulnérables et sortir par les moindres dégâts possibles de cette crise.

Ce papier s'est basé sur une analyse théorique du lien entre les crises pandémiques et l'économie en général puis l'impact de ces crises sur l'économie informelle des pays en développement tel le Maroc. En outre, une analyse descriptive à travers des données secondaires s'avère nécessaire pour avoir une vue globale sur la composition de l'informel au Maroc et mieux cibler les zones à problèmes pour en trouver les solutions adéquates.

Ainsi, il ressort de ces études que les politiques publiques marocaines mises en place pour gérer la crise du Covid-19 en faveur des travailleurs de l'économie informelles sont insuffisantes. C'est pourquoi ce papier donne des pistes d'amélioration utiles permettant de combler ces lacunes et ce, selon chaque type d'informel.

Mots-clés : Economie informelle, Covid-19, Crise, Maroc, politiques publiques.

Abstract

Morocco, like other developing countries, has seen a considerable expansion of the informal economy in recent years. With the advent of the coronavirus crisis, the situation of this economy will be more difficult.

The purpose of this paper is to analyse the direct effects of the coronavirus crisis on the informal economy in order to consider the appropriate policies that can be implemented to save vulnerable informal workers and emerge from this crisis with the least possible damage.

This paper is based on a theoretical analysis of the link between pandemic crises and the economy in general and the impact of these crises on the informal economy of developing countries such as Morocco. In addition, a descriptive analysis through secondary data is necessary to have a global view on the composition of informal in Morocco in order to find adequate solutions.

Thus, it emerges from these studies that the Moroccan public policies put in place to manage the Covid-19 crisis for informal workers are insufficient. Therefore, this paper provides a set of useful suggestions for improvement according to each type of informality.

Keywords: Informal economy, Covid-19, Crisis, Morocco, public policies.

Introduction

Il y a quelques années, la pandémie de la Covid-19 a chamboulé le monde entier. Le Maroc à l'instar de nombreux pays, a été secoué par ce virus depuis l'apparition des premiers cas au début du mois de mars 2020 qui a mis à l'épreuve son système de santé, mis sous pression son économie et bouleversé le mode de vie de la population. Pour y faire face et empêcher la propagation de la maladie, l'Etat marocain a pris plusieurs mesures comme l'annonce de l'état d'urgence sanitaire et l'imposition d'un confinement de la population et ce, à travers la fermeture des frontières, l'interdiction de déplacement inter-villes sans autorisation, la fermeture des établissements scolaires et universitaires tout en adoptant l'apprentissage à distance, l'instauration d'un couvre-feu etc....

En attendant la mise en place du traitement et de vaccins pour ce virus mortel, la désinfection, le port du masque et la distanciation physique était la meilleure solution pour limiter la transmission du virus et protéger la population. Cependant, ces mesures avaient des répercussions négatives sur les activités économiques dans l'ensemble et sur les acteurs du secteur informel en particulier, qui figure parmi les secteurs les plus vulnérables sur le marché de travail.

L'évolution du secteur informel prend de plus en plus d'importance dans l'économie marocaine et son poids se renforce de plus en plus au fil des années. En y ajoutant la crise du coronavirus, la donne devient plus difficile pour les politiques publiques marocaines à intégrer cette sphère dans la partie organisée de l'économie ou au moins la sauver de cette crise. Etant donné que le Covid-19 constitue un dilemme pour les opérateurs de l'économie informelle. D'une part, le fait de travailler constitue pour eux un risque d'être contaminé. D'autre part, s'arrêter c'est se priver des moyens de vivre.

Selon l'expert économique Najib Akesbi la crise démontre l'échec des théories néolibérales, qui reposaient sur l'idée que le marché et le secteur privé pouvaient tout assurer : « *Cela fait 40 ans que nous suivons les politiques d'austérité dictées par les institutions internationales. Cette crise a ouvert les yeux de tout le monde¹* ».

Mr Ahmed Halimi, haut-commissaire au Plan, a aussi reconnu que « *l'année 2020 sera la pire pour l'économie marocaine depuis 1999* ». Il indique que la crise du coronavirus a montré « *les*

¹ Hicham Mansouri, (2020). « *Maroc. Le roi, le coronavirus et « la volonté divine »* », sur Orient XXI, 2 avril 2020.

points faibles du régime et l'absence d'acquis du néolibéralisme imposé par le FMI », et prévoit que « *le retour à l'État social s'impose* ».

Ainsi, le rôle de l'Etat se trouve primordiale pour sauver ce segment de la population du côté sanitaire et économique.

Dès lors se pose une question fondamentale : **Dans quelle mesure les politiques publiques marocaines d'aujourd'hui et de demain peuvent protéger l'économie informelle à l'ère du Covid-19 ?**

Pour répondre à cette problématique, notre méthodologie consiste à mener une analyse de l'existant tout en se référant aux travaux théoriques et empiriques en la matière, pour bien comprendre l'état actuel de l'informel au Maroc à l'ère du Covid-19 ainsi que, les politiques publiques prises à son encontre. Cela va nous permettre d'identifier par la suite les limites de ces politiques et de nous orienter à trouver des pistes d'amélioration.

C'est ainsi que, le papier va traiter en premier lieu l'aspect conceptuel et théorique concernant la relation entre les crises pandémiques et l'économie en général et par la suite, l'impact de ces crises par rapport à l'économie informelle dans les pays en développement en particulier. Deuxièmement, on exposera la taille de l'économie informelle au Maroc et les facteurs de son développement puis on passera en revue les politiques publiques marocaines prises en faveur de cette économie à l'ère du Covid-19. Dernièrement, après avoir critiqué les politiques d'allègement des effets de la crise sanitaire sur les opérateurs de l'économie informelle au Maroc, une panoplie de recommandations sera exposée.

1. Analyse théorique de la relation entre les crises pandémiques et l'économie

1.1. Revue de littérature de l'impact des crises pandémiques sur l'économie

Avant de commencer la revue de littérature, il est nécessaire de passer par un modèle d'épidémiologie très ancien connu sous le nom de «modèle SIR» à partir duquel plusieurs recherches se sont référées pour inclure par la suite des considérations économiques afin d'examiner les effets économiques des pandémies.

1.1.1. Modèle SIR de base

La majorité des modèles utilisés en épidémiologie dérivent du modèle dit SIR (Susceptible, Infected, Recovered) établi par Kermack (biochimiste) et McKendrick (médecin militaire) en 1927. En effet, le modèle SIR, est un modèle mathématique simple des maladies infectieuses qui divise la population totale en trois compartiments: S pour sensible (à risque de contracter la maladie), I pour infecté et R pour rétabli immunisé ou décédé.

Plusieurs modifications ont été apportées à ce modèle par une grande partie des économistes et devient par la suite le modèle SEIR en y ajoutant une nouvelle catégorie d'individus appelés E (Exposé) pour tenir compte de ceux qui sont eux-mêmes infectés mais pas encore infectieux. Dans le modèle SEIR, les personnes doivent avoir été exposées au virus avant d'être infectées; c'est-à-dire que l'exposition est une première étape nécessaire à l'infection. Avec l'ajout de cette catégorie d'exposition, le nombre de personnes infectées augmente avec l'infection des personnes exposées et diminue (comme dans le modèle SIR) du nombre d'individus rétablis ou décédé.

En 2020, Atkeson utilise un modèle SEIR en considérant que le taux de transmission peut changer au fil du temps pour tenir compte des mesures de confinement telles que les quarantaines. Les mesures de confinement qui modifient ce taux de transmission modifient également le taux de reproduction de la maladie.

Toutefois, même si le modèle d'Atkeson fait des analyses sur la dynamique de la maladie, il ne tient pas compte de la relation entre la propagation de la maladie et l'économie dans son ensemble. C'est ainsi que, plusieurs études ont étendu les modèles SIR et SEIR pour inclure divers aspects de l'économie. Certains travaux ont introduit une modélisation macroéconomique liant l'infection à l'activité économique, d'autres se sont concentrés sur les meilleures stratégies pour limiter ou gérer la propagation de la maladie, allant du confinement total au travail à domicile lorsque cela est possible. Des recherches supplémentaires ont abordé certaines complexités qui surviennent lorsque les différences entre les individus dans les emplois, les revenus et les niveaux de richesse sont prises en compte et leurs conséquences sur les politiques liées au COVID-19.

1.1.2. Modèle SIR de base avec des aspects économiques supplémentaires

Eichenbaum, Rebelo, Trabandt et Koijen (2021) prennent en considération l'aspect économique dans leur modèle en liant la probabilité d'infection à la participation aux marchés du travail et à la consommation et ce, à travers l'étude de la relation entre le taux d'infection et les décisions économiques des individus. Selon ce modèle, la transmission peut se produire, en plus du niveau de transmission de base, entre des personnes sensibles et infectées lors de la consommation (par exemple lors de courses) ou pendant le travail.

D'un point de vue économique, les individus choisissent la quantité à consommer et la quantité à travailler en voulant équilibrer l'utilité qu'ils reçoivent de la consommation par rapport à celle reçue en ne fonctionnant pas. Les choix que fait une personne changent selon que cette personne

est sensible, infectée ou rétablie. En effet, les personnes sensibles peuvent choisir de consommer et de travailler moins que les autres pour réduire le risque d'être infectées. Ainsi, même sans mesures d'atténuation, les changements dans le comportement économique des individus réduisent la propagation du virus.

Le modèle suppose aussi une externalité qui entraîne un résultat inefficace du fait que, les personnes infectées choisissent de consommer et de travailler plus que ce qui serait socialement optimal en augmentant le risque de la propagation de la maladie. Pour y remédier, les auteurs intègrent des politiques d'atténuation et modélisent des mesures de confinement optimales comme une taxe à la consommation et une remise forfaitaire, qui maximisent la somme d'utilité actualisée de la consommation et des loisirs pour tous les agents de l'économie. Ainsi, la taxe à la consommation réduit directement l'incitation à participer à des activités de consommation et réduit indirectement l'incitation à participer au marché du travail en rendant la consommation moins attractive ce qui pousse les individus à modifier leur comportement et diminue leur probabilité d'être infectés et d'infecter les autres. Les recettes fiscales sont ensuite remboursées forfaitairement aux ménages afin que la taxe nette reste inchangée. Cette approche des impôts et des transferts forfaitaires maintient le revenu des ménages constant.

Alvarez, Argente et Lippi (2021) étendent le modèle de base du SIR pour inclure des mesures de verrouillage et résoudre une politique de verrouillage optimale qui minimise à la fois les pertes économiques et les vies perdues à cause de la pandémie. L'ajout clé à leur modèle est qu'une fraction de la population peut être mise en quarantaine. Lorsqu'elles sont confinées, les personnes sensibles ne peuvent pas se rencontrer ou être infectées par des personnes contagieuses. Cependant, les gens sont moins capables de travailler lorsqu'ils sont en quarantaine, donc il y a un coût économique. Une politique de verrouillage optimale au fil du temps est choisie pour équilibrer les pertes de vies dues au COVID-19 et la perte de production économique en raison du verrouillage.

Jones, Philippon et Venkateswaran (2020) étudient également les politiques d'atténuation optimales dans un modèle SIR-macro. Comme le montre Eichenbaum, Rebelo et Trabandt (2020), les nouvelles infections sont en fonction des niveaux de consommation et de travail des populations sensibles et infectées, mais avec un élément supplémentaire qui est le travail à domicile pouvant réduire le taux d'infections. De plus, Jones, Philippon et Venkateswaran (2020) supposent qu'il y a « apprentissage par l'action » en termes de capacité d'un ménage à travailler à domicile, ce qui signifie que plus les ménages travaillent à domicile, mieux ils le

font. La politique optimale implique des mesures d'atténuation plus drastiques et plus précoces, par rapport à celles d'Eichenbaum, Rebelo et Trabandt et d'Alvarez, Argente et Lippi (2020). En intégrant la politique de test, Berger, Herkenhoff et Mongey (2020), démontrent que le gouvernement peut simultanément alléger les mesures de verrouillage et augmenter les tests tout en maintenant le taux de mortalité global constant. Les tests permettent au gouvernement de faire la distinction entre les individus sensibles et exposés et ainsi de mettre en quarantaine ou d'adopter des politiques de verrouillage plus sélectives. Le modèle montre que le verrouillage de masse est optimal s'il n'y a pas de moyens de tests généralisés. Toutefois, l'augmentation du test des individus est avantageuse par rapport au verrouillage de masse.

1.1.3. Autres approches économiques liées au Covid-19

En dehors du Modèles SIR et ses variantes, plusieurs autres études ont examiné les effets du COVID-19. Par exemple, Guerrieri et coll. (2020) développent une théorie sur la manière dont les chocs d'offre négatifs, tels que la pandémie COVID-19 et les politiques de distanciation sociale, peuvent entraîner des baisses de la demande globale encore plus importantes que le choc initial de l'offre, et une réduction du taux d'intérêt naturel.

En plus, Hall, Jones et Klenow (2020) développent un modèle simple pour calculer la fraction de consommation annuelle qu'une société serait prête à abandonner pour éviter le risque de décès lié au COVID-19.

En dehors de la littérature sur la modélisation, il existe également de nombreuses études empiriques cherchant à déterminer les effets en temps réel de la pandémie COVID-19. Les recherches de Barro, Ursúa et Weng (2020) et Correia, Luck et Verner (2020) utilisent les données de la pandémie de grippe de 1918 comme base de comparaison avec la pandémie de COVID-19. Ces études mesurent les impacts macroéconomiques de l'épidémie de grippe de 1918, ainsi que les impacts des interventions des gouvernements locaux en réponse à celle-ci. Ils constatent que la pandémie de grippe de 1918 a considérablement réduit la production économique à l'époque et que des mesures d'endiguement rapides et durables ont amélioré la production et l'emploi à long terme. Passant aux effets contemporains, Fang, Wang, et Yang (2020) et Greenstone et Nigam (2020) cherchent à comprendre l'efficacité des mesures de distanciation sociale à l'aide de données provenant des États-Unis et de la Chine et concluent que la distanciation sociale et les restrictions de mobilité réduisent considérablement la propagation du virus. Mongey et Weinberg (2020) et Bick et Blandin (2020) examinent les effets hétérogènes des mesures de distanciation sociale sur les travailleurs. En effet, ils

constatent que les travailleurs moins instruits et moins riches sont plus susceptibles d'occuper des emplois qui ne permettent pas le travail à distance ou qui nécessitent de contacts de personne à personne et sont donc plus susceptibles d'être confrontés au chômage en raison de mesures de distanciation sociale. Alon et coll. (2020) discutent des effets potentiels à long terme de la pandémie sur l'égalité des sexes, soulignant que le ralentissement économique provoqué par la pandémie a un impact plus négatif sur les secteurs à plus forte activité féminine. Enfin, Baker et al. (2020) utilisent des données financières en temps réel sur les ménages pour examiner comment la propagation du COVID-19 et la mise en œuvre de mesures de distanciation sociale ont affecté les modes de consommation des Américains.

1.2. Revue de littérature de l'impact des crises pandémiques sur l'économie informelle des pays en développement

L'une des préoccupations des chercheurs depuis longtemps est de savoir la capacité du secteur informel à survivre pendant une crise en général et surmonter une crise pandémique en particulier.

D'une façon générale, il existe deux points de vue concernant la réaction du secteur informel à la crise. D'un côté, certains chercheurs optimistes considèrent que le secteur informel puisse survivre pendant la crise et d'un autre côté, d'autres chercheurs montrent qu'il est incapable de survivre.

1.2.1. Points de vue optimistes

Les optimistes considèrent l'économie informelle comme un pont de survie pendant les crises. Dans cette optique, le développement de l'informel serait un bon exemple d'économie ultralibérale : des millions de gens se débrouillent en marge de toute aide de l'Etat. Le secteur informel serait aussi une économie hyperflexible, produisant son propre droit, capable de s'ajuster et d'être un formidable régulateur social face aux crises économiques. Il pourrait donc se définir comme, « *une revanche des lois éternelles du marché et de la rationalité économique contre le carcan de l'économie officielle étatisée* »².

En plus, puisque les crises macroéconomiques sont généralement caractérisées par leur impact sur la diminution des investissements, ce qui pousse les entreprises à réduire leurs coûts de production pour éviter les pertes. Cela se traduit par la diminution du coût du travail à travers

²Latouche. S, (1989). « *Les paradoxes de la « normalisation » de l'économie informelle* » Revue Tiers-Monde.1989, p.229.

une baisse des salaires ou des licenciements. C'est ainsi que le secteur informel agit comme un filet de sécurité pour les travailleurs licenciés.

La flexibilité du secteur informel se caractérise aussi par la facilité d'accès des personnes sans niveau scolaire ou qualifications. C'est pourquoi ce secteur peut être un emploi alternatif en cas de crise.

Par ailleurs plusieurs recherches empiriques prouvent ces propos, en Indonésie le secteur informel qui a survécu à la crise de 1998, a montré aussi sa capacité à survivre pendant la crise économique actuelle. Le secteur informel a également montré une réponse positive à la crise en Turquie, que ce soit pour les crises internes ou externes avec des impacts positifs qui ont duré pendant 10 ans après la crise³.

Une autre recherche empirique sur un échantillon de plusieurs pays a été réalisée par Colombo et al., a montré qu'il existe une tendance à une augmentation de l'offre de main-d'œuvre informelle pendant la crise suite à une diminution de la demande de main-d'œuvre formelle et une augmentation du chômage. C'est ainsi que de nombreux travailleurs formels se tournent vers l'informel comme stratégie alternative pour survivre.

1.2.2. Points de vue pessimistes

Pour les points de vue pessimistes, l'économie informelle est analysée en terme de main-d'œuvre qui y est impliquée en la considérant comme une activité économique qui existait avant la crise et non pas après. Dans cette optique, le travail en informel, aura des impacts négatifs pendant la crise comme l'incertitude des revenus et l'absence de sécurité sociale.

Ainsi, les personnes travaillant dans l'informel sont essentiellement des travailleurs vulnérables n'ayant pas de certitude en matière de contrats et d'heures de travail. Ils sont les plus touchés par la crise économique étant donné qu'ils n'ont pas de revenus stables et de garanties d'emploi comme les travailleurs formels, en plus du manque de garanties financières pouvant les aider à surmonter la crise ce qui aggrave de plus en plus leur situation.

La vision de l'économie informelle comme un filet de sécurité pendant une crise est remise en cause par Horn étant donné que les travailleurs dans l'informel ne bénéficient pas, même avant la crise, d'aucune protection économique ni sociale. Ainsi même si le nombre de travailleurs informels puisse augmenter pendant une crise, cela ne signifie pas qu'il y a une amélioration du secteur informel et placent les travailleurs informels dans une plus grande vulnérabilité voir dans la pauvreté.

³ Kahyalar. N, et al., (2020). Journal of Business & Economics 6, p145–172

Sur la base d'une étude empirique en Serbie, Jaskova a également déclaré que l'emploi informel ne peut pas être un filet de sécurité pour ceux qui sont en chômage du secteur formel pendant une crise. Cela a été prouvé par la baisse du pourcentage des travailleurs informels qui était plus élevé par rapport à ceux du secteur formel après la crise économique mondiale de 2008 (jusqu'en 2013). Il a montré que l'emploi informel était considéré comme plus vulnérable que l'emploi formel.

Pour les petites entreprises où il y a une plus grande concentration du travail informel, elles peuvent également souffrir de manière disproportionnelle des chaînes d'approvisionnement perturbées pendant la crise. En effet, les grandes entreprises pourraient demander des produits en quantité limitée laissant les plus petits incapables de produire efficacement et subir des pertes considérables en ne bénéficiant d'aucune aide financière de la part de l'Etat ou des institutions financières.

Pour synthétiser, les divergences de points de vue concernant la capacité de l'économie informelle à survivre pendant la crise sont influencées principalement par les caractéristiques des activités de l'économie informelle elles même à savoir la liberté d'accès des travailleurs sans qualification et la création des entreprises ne nécessitant pas un grand capital d'une part. D'autre part, elles sont influencées par la période de développement de l'informel est ce que c'est avant ou pendant la crise.

2. Taille de l'économie informelle au Maroc et facteurs de son développement

2.1. Taille de l'économie informelle au Maroc

Connaître l'ampleur et le rôle des activités informelles et leurs évolutions sont des questions importantes pour toute économie, comme celle du Maroc.

l'économie informelle au Maroc est évaluée à 170 milliards de dirhams (14,96 milliards d'euros), 20 % du PIB hors agriculture, 10% des importations formelles, 40 milliards de dirhams de manque à gagner pour l'État, et 2,4 millions d'emplois⁴. Selon les statistiques de 2016 de l'organisation mondiale du Travail, l'informel crée entre 75 % et 89 % des emplois au Maroc.

Aujourd'hui, ces chiffres semblent déjà obsolètes. « *Je pense personnellement qu'entre 2018 et aujourd'hui, le poids de l'informel a augmenté* », a affirmé Alj. Hicham Zouanat, président

⁴ Etude réalisée en 2014 par le cabinet Roland-Berger pour le compte de la CGEM et rendue publique en avril 2018, intitulée "l'économie informelle : impact sur la compétitivité des entreprises et proposition de mesures d'intégration "

de la commission sociale de la CGEM, et rappelle que la crise sanitaire a révélé l'ampleur réelle du phénomène : 4,3 millions de ménages vivent de l'économie informelle.

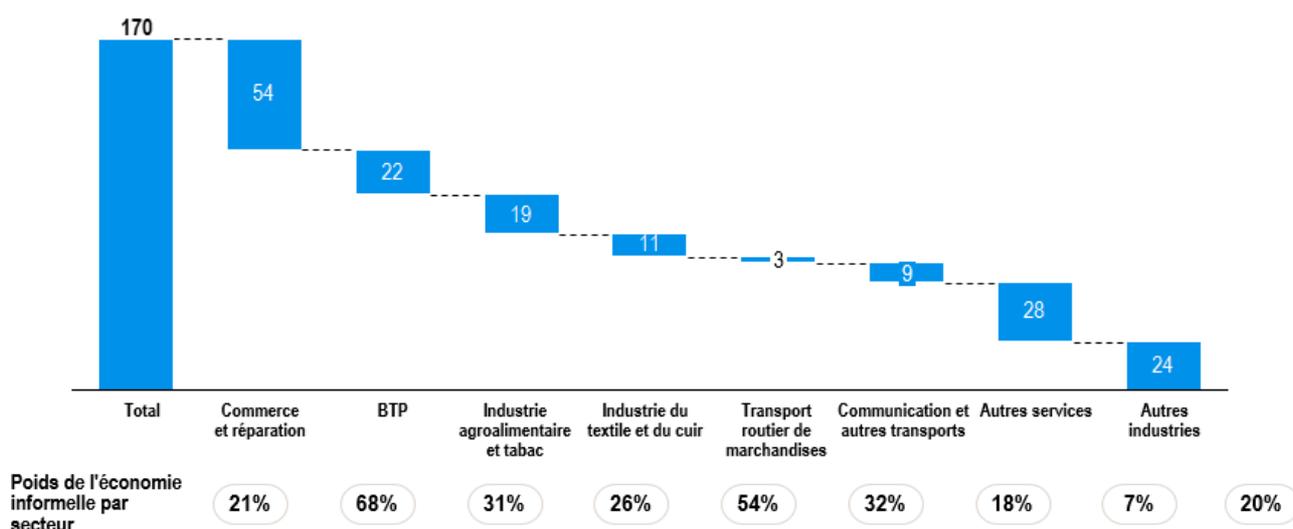
Par ailleurs la crise liée à Coronavirus a montré les défaillances de la structure socio-économique du pays comme l'annonce Mr. M. Benchaâboune : « nous sommes tous d'accord que la crise a mis à nu plusieurs faiblesses de notre structure socio-économique. Dont la plus importante est le fait que les deux tiers des familles marocaines vivent de l'informel et ne disposent pas de couverture sociale. Ou encore la dépendance de notre économie à des secteurs fortement liés aux vicissitudes des marchés internationaux. Mais si l'on veut être objectif, cela n'est pas lié à un gouvernement en particulier, mais il s'agit d'un cumul... »

Ceci montre que, l'économie informelle pèse lourd dans l'économie marocaine et occupe une place de plus en plus importante dans le tissu économique aussi bien au plan de la production que de l'emploi et des revenus.

2.1.1 Volet économique

Comme le montre la Figure N°1, le poids de l'économie informelle diffère d'un secteur d'activité à un autre. Ainsi, le secteur du commerce et de distribution prédominent et représentent la majeure partie de ces activités avec 68% puis, 54% dans le textile habillement, 32% dans le transport routier de marchandises, 31% dans le BTP et 26% dans l'industrie agroalimentaire et tabac.

Figure N° 1 : Décomposition du PIB de l'économie informelle



Source : HCP, entretiens, Analyse Roland Berger

D'après une étude effectuée par le HCP (Haut-Commissariat au Plan) en 2014, l'effectif des unités de production informelles est estimé à 1,7 millions avec une création nette de près de 19

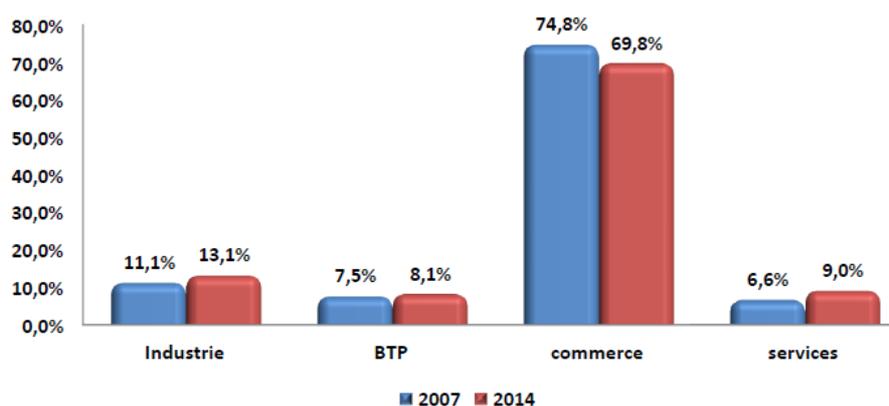
milliers d'unités par an, en progression annuelle moyenne de 1,2% sur la période couvrant les années 2007 à 2013.

La plupart de ces unités informelles soit 71%, sont concentrées dans le milieu urbain et sont non localisées avec plus de 56% ne disposant pas d'un local fixe ou exerçant leur activité à domicile.

En ce qui concerne la production, l'économie informelle connaît une forte expansion en réalisant un chiffre d'affaires estimé à 410 Milliards de DH au cours de l'exercice 2013-2014 et une valeur ajoutée de 103 Milliards de DH. Soit un taux d'accroissement annuel moyen de production de 6,5% sur la période allant de 2007 à 2014. Cette évolution est plus élevée par rapport à celle de l'ensemble des activités de production.

Concernant la structure du Chiffre d'Affaires (CA) réalisé par l'économie informelle, il a connu un changement notable par secteur d'activité entre la période 2007 et 2014. En effet, le secteur du commerce a perdu 5 points entre 2007 et 2014 en passant du 74,8% à 69,8% et ce en faveur du secteur des services qui a vu sa part augmentée de 6,6% à 9%, suivi du secteur de l'industrie avec une part de 13,1% contre 11,1% six ans auparavant et celui du BTP dont la part a atteint 8,1% contre 7,5% (Figure N°2).

Figure N° 2 : Evolution de la structure du CA du secteur informel par secteur d'activité entre 2007 et 2014



Source : HCP

2.1.2 Volet social et création d'emploi

Selon les statistiques de la dernière enquête effectuée par le HCP en 2014, la structure de l'emploi permanent informel est caractérisée par la prédominance de l'auto-emploi et le travail indépendant étant donné que 68% des travailleurs permanents dans le secteur informel sont des

indépendants et 10,9% sont des employeurs, contrairement au salariat qui représente une faible part dans le total des emplois pourvus par le secteur avec 15,9% seulement en 2014.

Autre trait caractérisant les emplois des activités informelles, c'est que la majorité absolue (98%) de la main d'œuvre n'est pas déclarée dans aucun organisme de protection sociale.

Les unités de production informelles se singularisent enfin par leur petite taille avec près de 75% de ces unités employant une seule personne pour une moyenne de 1,4 personne dans l'ensemble du secteur.

Par rapport à la répartition régionale des activités opérant dans l'informel, presque un emploi sur cinq fait partie de la région de Casablanca-Settat et les trois régions de Casablanca-Settat (19,1%), Rabat-Salé-Kenitra (16,5%) et Marrakech-Safi (13,1%) concentrent presque la moitié de l'emploi du secteur informel au Maroc en 2014.

2.2. Facteurs de développement de l'économie informelle au Maroc

L'économie informelle est un phénomène hétérogène et multi-varié et son développement diffère d'un pays à un autre selon la dimension politique, culturelle, économique, sociale et fiscale de chacun. Cependant et d'une manière générale, il constitue un filet de sécurité pour de larges catégories sociales en situation de précarité et offre les possibilités d'insertion aux travailleurs non qualifiés, aux personnes en chômage issues du monde rural en leur permettant de se procurer des revenus de subsistance en dehors de l'observation de l'Etat.

En plus des facteurs déjà mentionnés, les raisons d'expansion de l'économie informelle au Maroc sont analysées comme suit :

2.2.1 L'urbanisation et les tendances démographiques

Au Maroc, à l'instar de nombreux pays en développement, a été marqué par l'accroissement de la population urbaine à partir du milieu des années 70. En effet, le taux d'urbanisation au Maroc est passé de 55,1% en 2004 à 60,3% en 2014. En nombre, les marocains vivants en milieu urbain sont 20,4 millions contre 13,4 millions en milieu rural. Ils étaient seulement 16,4 millions de citoyens dix ans plus tôt. Le HCP explique que cette évolution est due essentiellement à l'accroissement démographique naturel d'une part, et à l'exode rural, la création de nouveaux centres urbains et l'extension des périmètres urbains des villes d'autre part.

2.2.2 Faiblesse de l'Etat-providence :

L'extension du secteur informel n'est pas indépendante de la faiblesse de l'Etat-providence. Dans les pays en développement, en raison de la faible prise en charge par l'Etat des besoins sociaux (logement, santé, formation...), les activités informelles de petite production, de

commerce, de services et la sphère domestique sont appelées à assurer cette fonction. Dans un contexte de crise, en développant des modes de vie à faible coût, elles libèrent l'État de certaines fonctions régulatrices (y compris la régulation sur le marché du travail).

2.2.3 La dynamique de la pauvreté

Mme. A. Mejjati considère que la pauvreté est la cause de l'extension des activités informelles, en raison des incidences qu'elle exerce sur les revenus et qu'elle affecte essentiellement les travailleurs du secteur informel. En plus, La pauvreté affecte prioritairement les ruraux alors que, l'urbanisation, l'exode rural et la montée du chômage ont accentué la pauvreté en milieu urbain.

2.2.4 La situation du système éducatif

Mme. A. Mejjati, annonce que le Maroc accuse des déficits importants en matière d'éducation en dépit des progrès accomplis en matière de taux de scolarisation et que l'accès et la rétention à l'école demeurent problématiques, mettant sur le marché du travail de plus en plus d'enfants. Ajoutant à cela, les déperditions nombreuses, en particulier lors du passage du fondamental au collège, et le chômage des diplômés qui font basculer de nombreux jeunes scolarisés dans le secteur informel.

Le HCP, confirme cette relation entre le système éducatif et l'expansion de l'économie informelle puisqu'un travailleur informel sur deux choisit un métier qui ne nécessite aucune formation professionnelle, et presque 40% de la main d'œuvre a été formée par un mâtam. C'est ainsi que le secteur informel constitue un abri pour les déscolarisés.

2.2.5 L'ajustement structurel et ses incidences

D'après Mme. A. Alami, la récession des années 80 et la phase d'ajustement qui l'a suivie ont contribué à accélérer le phénomène de l'informalisation de l'économie d'une manière directe ou indirecte. En effet, la chute des prix des phosphates, le coût de la guerre du Sahara, une sécheresse longue et généralisée, le renchérissement du coût de l'énergie, la limitation de l'émigration marocaine en Europe et par conséquent la croissance continue de la dette et des déséquilibres économiques ont obligé l'Etat marocain à s'engager, dès 1983, en concertation avec le FMI, dans une politique d'assainissement économique-financière et ce, à travers la privatisation d'une partie de secteur public productif et la réduction des dépenses sociales par la compression des effectifs du secteur formel moderne et le gel et la réduction des salaires.

Elle affirme aussi que le PAS, même quand il ne s'accompagne pas de licenciements, implique une modification de la structure interne de la main-d'œuvre par la substitution d'une main-d'œuvre temporaire à une main-d'œuvre permanente.

2.2.6 Le post-ajustement et la mondialisation

Après le déclin du PAS, le post-ajustement au milieu des années 90 a donné naissance à un nouveau paradigme du développement via la mondialisation et l'ouverture au commerce extérieur.

L'OIT⁵ estime qu'entre 1995 et 2005, grâce à l'expansion mondiale, 40 millions d'emplois supplémentaires ont été créés chaque année dans ses pays membres. Néanmoins, souvent les conditions du marché du travail et la qualité des emplois ne se sont pas améliorées de la même manière. Dans de nombreuses économies en développement, la création d'emplois a principalement eu lieu au sein de l'économie informelle, où environ 60 % des travailleurs ont trouvé des opportunités de revenus.

2.2.7 Système fiscal et situation juridique-administrative

Plusieurs études ont démontré la relation étroite qui existe entre la fiscalité et l'expansion de l'informel. En effet, le manque de communication sur les droits et les obligations dans le domaine fiscal et la faible clarification des mesures fiscales conduit à une fausse perception de la fiscalité et pousse au glissement vers l'informel. En plus, la pression fiscale joue aussi un rôle important dans l'augmentation de la taille de l'économie informelle d'un pays, étant donné que le coût fiscal pousse les personnes à chercher à en échapper et l'informel reste parmi les zones de leur confort.

La faible adhésion au système fiscal par l'économie informelle reste parmi les importants traits caractérisant ses activités. Ceci est dû essentiellement, d'après l'enquête effectuée auprès des chefs UPI, au coût trop cher de l'enregistrement (49,1%), manque d'utilité (22,8%), au caractère non obligatoire de la taxe professionnelle (11,5%), l'ignorance par rapport à la procédure à suivre pour l'enregistrement (8,7%) et la complication des démarches (5,6%).

3. Effets du Coronavirus sur l'économie informelle au Maroc

En avril 2020, l'OIT estime que 1,6 milliard de travailleurs informels soit 76 % de l'emploi informel dans le monde, sont gravement affectés par la crise du COVID-19 et les mesures de

⁵Une étude portant sur les liens entre la mondialisation et l'emploi informel dans les pays en développement (OIT et OMC, 2009)

confinement. Pourtant, dans la plupart des pays en développement et à faible et moyen revenu, l'économie informelle représente la majeure partie de leur tissu économique, les ressources sont rares, les inégalités et les discriminations entre les sexes persistent et la capacité des systèmes de santé et de protection sociale reste limitée.

Ce contexte aggrave de plus en plus la situation de l'économie informelle et la vulnérabilité des personnes y afférentes. Ainsi, même en absence de statistiques, l'économie informelle au Maroc comme la plupart des pays en développement, subit les mêmes conséquences des restrictions à la liberté de circulation des personnes et l'arrêt total ou partiel de l'activité visant à limiter la propagation du COVID-19 que l'on pourra présenter comme suit :

3.1. Perte de revenus

Pour la plupart des travailleurs informels et en l'absence de toute autre source de revenu, s'arrêter de travailler ou rester chez soi signifie perdre son emploi et, pour beaucoup, perdre ses moyens de subsistance.

Malheureusement, la majorité des travailleurs de l'économie informelle se trouvent devant un dilemme insoluble : choisir entre mourir de faim ou mourir du virus. Donc, on se trouve devant une population pour laquelle le confinement est synonyme d'arrêt d'activité et par conséquent l'absence immédiate de revenus.

3.2. Aggravation des vulnérabilités préexistantes

Etant donné que la majorité des travailleurs informels au Maroc travaillent dans des secteurs nécessitant un contact direct avec les gens (tel le commerce, le tourisme, restauration,...) et la prédominance (68%) de l'auto-emploi et le travail indépendant dans de petites entreprises de moins de 10 personnes, expliquent l'impact direct du confinement sur eux et les rend plus vulnérables aux chocs.

Faute de pouvoir accéder à une protection sociale, les acteurs de l'économie informelle n'ont ni les moyens de rester chez eux ni la possibilité de respecter les règles de distanciation sociale et craignent plus de perdre un emploi que de tomber malade tout en acceptant à tout prix de travailler dans des conditions précaires, ce qui aggrave de plus en plus leur vulnérabilité et constitue un danger réel pour leur santé et leur sécurité.

Ainsi, dans cette situation de crise, cette population vulnérable se trouve obligée de travailler dans l'informel pour survivre abstraction faite, du risque de contamination et des sanctions réglementaires.

3.3. Augmentation de la pauvreté

Selon la dernière note d'information publiée par l'OIT « *En l'absence de toute autre source de revenu, ces pertes de gains pourraient se traduire par une hausse du taux de pauvreté relative pour les travailleurs informels et leur famille. Ce taux augmenterait de presque de 56 points dans les pays à revenu intermédiaire et à faible revenu* »

Par ailleurs, à l'ère du coronavirus dès mars 2020, les dernières statistiques (Vos, Martin et Laborde 2020) évaluent que la pauvreté extrême pourrait augmenter de 2 à 3 points de pourcentage dans les pays en développement suite aux mesures de confinement appliquées dans de nombreux pays qui ont entraîné un fort ralentissement sinon, un arrêt de l'activité économique dans certains secteurs entraînant un retour en arrière d'au moins trois ans. A partir des données détaillées, 30 000 personnes pourraient tomber dans l'extrême pauvreté au Maroc soit une hausse de 8,5%.

3.4. Creusement des disparités et des inégalités

D'après le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) 2020, au-delà de la perte du revenu principal des ménages pauvres et vulnérables, les mesures sanitaires mises en place pour limiter voire éradiquer la propagation du virus risquent également d'accroître les inégalités, notamment en milieu urbain.

Le nouveau rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur les salaires, révèle que la crise sanitaire et économique de 2020, devrait faire subir aux salaires une très forte pression vers le bas et souligne également que la crise a touché de manière disproportionnée les travailleurs faiblement rémunérés, en aggravant les inégalités salariales. En plus, cette crise devrait aussi augmenter les inégalités entre les deux sexes, étant donné qu'elle n'a pas eu les mêmes conséquences pour les hommes et pour les femmes. Ces dernières sont touchées de manière disproportionnée. Ainsi, cette crise a fait plus de pression sur l'Etat puisque le défi n'est pas seulement économique et social, mais aussi d'ordre sanitaire. En y ajoutant l'informel déjà marqué par la précarité, la vulnérabilité, des revenus irréguliers, absence de filets sociaux, l'Etat doit faire face à des travailleurs pour lesquels le confinement est synonyme de perte immédiate de revenus et doit gérer la situation d'une façon optimale. Dans la section suivante, nous allons bien analyser et détailler les mesures et politiques publiques marocaines prises pour appuyer l'économie informelle suite à la crise du Coronavirus.

4. Politiques publiques d'allègement des effets de coronavirus sur l'économie informelle au Maroc

Au Maroc, en parallèle avec les mesures strictes imposées par le gouvernement pour limiter la propagation de la pandémie du Covid-19, on trouve des efforts notables de compensation financière visant à aider les secteurs les plus touchés par les effets de la crise comme le tourisme, le transport, les activités culturelles et événementielles à travers des mesures de stabilisation et de soutien et des mesures de relance, comme l'indique Mr. BENALI. A.(2022). Cependant, l'attention apportée à l'économie informelle reste limitée même si ses activités sont les plus impactées par la crise et ses travailleurs sont parmi les plus vulnérables aux effets négatifs de la crise.

Il y a lieu de signaler que juste une aide monétaire de trois mois seulement, financée par le fonds spécial dédié à la gestion de la pandémie du Coronavirus, qui a été livrée aux travailleurs du secteur informel à travers :

- Le soutien des chefs de ménages ayant une carte du Régime d'Assistance Médicale « RAMED » et affectés par les conséquences du confinement imposé, avec une aide financière mensuelle variante entre 800 et 1.200 dirhams, en fonction du nombre des personnes à charge. Ainsi, le contrôle de la cohérence des déclarations de cette catégorie possédant une carte Ramed, a permis d'avoir environ 2,3 millions de ménages dont 38% sont issus du milieu rural.
- Le soutien des travailleurs opérant dans le secteur informel et qui ne disposent pas d'une carte « RAMED », avec un soutien similaire à celui dont ont bénéficié leurs homologues du régime RAMED sous contrôle de la cohérence des déclarations déposées sur le site www.tadamoncovid.ma.

5. Critiques des politiques d'allègement des effets de coronavirus sur l'économie informelle au Maroc

A la fin du mois de mai 2020, le nombre de ménages bénéficiaires des aides monétaires destinées aux travailleurs du secteur informel a atteint 5,5 millions de ménages selon la Loi de Finance rectificative pour une enveloppe de 15 Mds de DH. Toutefois, ce nombre reste minime par rapport au poids réel de l'informel dans l'économie marocaine. Si l'on considère quatre personnes par ménage, cela signifie que plus de 22 millions de Marocains avaient besoin de cette aide et n'en avaient pas bénéficié.

Par ailleurs, on trouve des pays qui ont encouragé au maximum les travailleurs de ce secteur comme le montre le tableau N°1 dans onze villes ⁶

Tableau N° 1 : Mesures d'allègement pour les travailleurs informels dans les villes étudiées : mars-juillet 2020

Villes étudiées	Pays	Subventions en espèce	Aide alimentaire	Dérogations sur paiements	Prêts
Accra	Ghana		Pour les « Kayayei » (jeunes femmes migrantes du nord rural du Ghana)	Factures d'eau gratuites de Avril au Juin 2020 + exonération pour les plus pauvres	
Ahmedabad	L'inde	Petite subvention unique en espèces de 500 INR (6,6 EUR)	Aide alimentaire avec un système rationnel	3 mois d'exonération de services publics	
Bangkok	Thailand	Transferts en espèces de 5 000 THB (159 USD) par mois pendant trois mois (Avril-juin 2020) pour les travailleurs non couverts par la sécurité sociale		Suspension d'un an des remboursements de prêts, des hypothèques et des dettes de carte de crédit par les banques thaïlandaises pour les personnes éligibles	
Dakar	Sénégal			X	
Delhi	L'inde	Petite subvention en espèces unique de 500 INR (6,6 USD)	Aide alimentaire avec un système rationnel	3 mois d'exonération de services publics	
Durban	Afrique de Sud	Secours spécial COVID-19 subvention de 350 SAR (20 USD) par mois pendant six mois			
Lima	Pérou	Subvention en espèces pour 1 à 2 mois			
Mexico	Mexique	Subvention en espèces de deux mois aux « travailleurs non salariés »			Prêt pour les travailleurs domestiques et vendeurs de la rue
New York	U.S.A	Sous "Federal CARES Act" et le programme d'assistance pandémique de l'emploi, une aide au chômage pour certains travailleurs indépendants à l'exclusion des ceux n'ayant pas de papiers ainsi que leurs familles.			
Pleven	Bulgarie	X	X		X
Tiruppur	L'inde	Petite subvention unique en espèces de 500 INR (6,6 EUR)	Aide alimentaire avec un système rationnel	3 mois d'exonération de services publics	

Source : WIEGO Working Paper

⁶Chen, M., Grapsa, E., Ismail, G., Rogan, M., Valdivia, M., Alfars, L., Harvey, J., Ogando, A.C., Reed, S.O. and Roeber, S. (2021), "COVID-19 and informal work: Evidence from 11 cities" WIEGO Working Paper No 42.

Pour le cas du Maroc, on remarque que la majeure partie des mesures visant le soutien de l'économie marocaine en période du Covid-19 est dédiée essentiellement au secteur formel (report d'échéances de crédit, prêts exceptionnels garantis par l'État « Damane Oxygène », report des échéances fiscales ...). Or, le défi aujourd'hui pour le gouvernement marocain est de s'attaquer à la partie invisible de l'économie à savoir l'informel, puisqu'il sera difficile de mettre en place des mesures de soutien en l'absence d'identification des entreprises et des travailleurs opérant dans l'économie informelle. C'est ce qu'on va essayer d'analyser dans la section suivante pour pouvoir donner des pistes de réflexion et des recommandations aidant le gouvernement et l'économie informelle de sortir avec les moindres dégâts de cette crise jamais vue.

6. Implications managériales et scientifiques

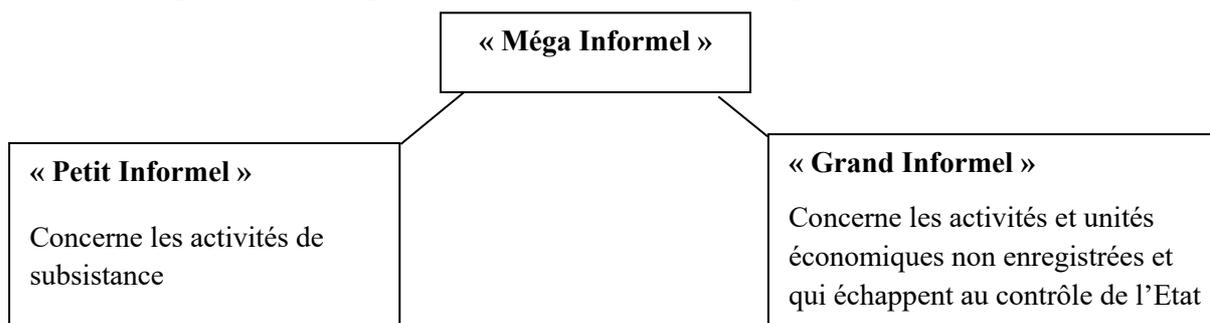
La crise du Coronavirus a permis de relever plusieurs défaillances de la politique de développement adoptée par le Maroc sur plusieurs niveaux notamment social et économique et l'économie informelle reste parmi les principaux chantiers à prendre en considération.

La prédominance de cette économie réduit surement la capacité du pays à mobiliser les ressources budgétaires nécessaires pour stimuler l'activité économique en période de crise. Mais, le fait de mener des politiques macroéconomiques efficaces et se focaliser sur le capital humain indispensable au développement à long terme pourra combler cette lacune.

Ainsi, en maintenant le taux de contamination par Covid-19 à un niveau gérable, la relance économique constitue le principal défi à relever par l'Etat marocain. Pour cela, nous allons essayer tout au long de cette partie de donner des pistes de réflexions et d'amélioration pouvant être utiles pour gérer les conséquences néfastes de la crise de coronavirus sur l'économie informelle.

Avant de proposer des actions appropriées pouvant aider à gérer cette économie de l'ombre durant et après la crise, il est important de faire le ciblage (Figure N°3) :

Figure N° 3 : Répartition de l'informel selon l'impact sur l'économie



Source : Auteurs

6.1. Actions communes et progressives du Méga Informel

6.1.1 Généralisation de la protection sociale

Depuis plusieurs années, la politique de développement du Maroc a montré son inefficience et la limite de ses chantiers sociaux. Toutefois, cette crise de coronavirus pourra constituer un catalyseur au changement; elle a accéléré des chantiers sociaux programmés depuis plusieurs années tel la généralisation de la couverture sociale ayant pour objectifs l'extension de la couverture médicale à fin 2022, puis la généralisation des allocations familiales, de l'indemnité pour perte d'emploi ainsi que l'élargissement de la base d'adhérents au système de retraites comme l'avait annoncé le Roi Mohammed VI et ce, à travers une réforme rigoureuse des systèmes et programmes sociaux déjà en place, notamment l'opérationnalisation du Registre Social Unifié (RSU) en prenant en considération le secteur informel comme l'a annoncé SM Le roi dans son discours : *«la généralisation de la couverture sociale doit devenir un levier essentiel d'insertion du secteur informel dans le tissu économique national »*.

Mais la contrainte majeure pour l'Etat marocain est d'atteindre cet objectif dans un climat difficile avec un budget réduit. D'où, l'adoption d'une approche consultative avec les différentes parties prenantes tout en renforçant le rôle des inspecteurs de travail pour la détection des activités informelles et les travailleurs y afférents.

Ceci dit, en attendant l'opérationnalisation de ce chantier, le gouvernement doit sur le court terme et en cette période de crise prendre en charge les malades du secteur informel atteints de Covid-19 et n'ayant pas les moyens pour se soigner.

En plus, dans le cadre de la transition de l'emploi informel vers l'emploi formel, on recommande vivement un dialogue social tripartite entre le gouvernement, organisation des employeurs par activité et représentants des travailleurs en visant spécifiquement la situation et les besoins particuliers des travailleurs et des unités économiques de l'économie informelle qui auraient été exclus. Aussi, la définition de modalités spécifiques de contribution des individus, ou par le biais des mouvements associatifs constitue, une mesure importante à prendre en considération.

6.1.2 Rééquilibrage spatiale et régional

Vu la concentration de la plupart des activités informelles dans trois régions à savoir la région de Casablanca-Settat, Rabat-Salé-Kenitra et Marrakech-Safi, l'accélération de la mise en œuvre des chantiers de la régionalisation avancée reste parmi les solutions efficaces à appliquer pour limiter l'exode rurale et l'immigration vers ces trois pôles et ce par le biais du développement

local en réalisant une répartition équilibrée de la population, des activités et des infrastructures d'équipement comme l'a annoncé sa Majesté le Roi Mohamed VI dans son discours Royal : *« La régionalisation que nous appelons de nos vœux doit reposer sur un effort soutenu et imaginatif permettant de trouver des solutions adaptées à chaque région, selon ses spécificités et ses ressources, et en fonction des opportunités d'emploi qu'elle peut apporter, et des difficultés qu'elle rencontre en matière de développement .La Région doit constituer un pôle de développement intégré, dans le cadre d'un équilibre et d'une complémentarité entre ses zones, ses villes et ses villages, de telle sorte qu'elle contribue à endiguer le mouvement d'exode vers les villes ».*

D'autant plus, il est nécessaire d'intégrer l'économie informelle vers le formel à travers l'adoption d'un régime fiscal et foncier attractif à l'investissement par région, le développement de l'offre touristique des régions tout en maintenant la spécificité de chacune d'entre elles.

6.1.3 Restructuration du financement dédié aux opérateurs de l'informel

Etant donné que le plus grand obstacle qui bloque la transition vers le formel est celui de l'accès au financement, le fait d'envisager une ligne de financement dédié aux opérateurs de l'économie informelle et ceux ayant pour objectif la création des projets bien structurés pourra faciliter aux travailleurs et aux entreprises informels l'atteinte d'un niveau de productivité suffisant pour rejoindre l'économie formelle et contribuer à la création de la richesse du pays. Par ailleurs, à l'ère de Covid-19, les autorités de régulation et contrôle sont appelées à inviter les banques commerciales à évaluer de manière permanente le risque de crédit, et les encourager à restructurer les prêts accordés aux ménages et entreprises en difficulté notamment ceux de l'économie informelle à travers l'allongement des maturités, l'annulation de pénalités de retard et la révision à la baisse des taux d'intérêts et commissions.

6.2 Actions du Grand Informel

6.2.1 Encouragement de la transition vers le formel

Parmi les mesures à mettre en place par le gouvernement, on propose l'encouragement à la transition vers l'économie formelle et augmenter les avantages liés à sa participation à travers l'encouragement de l'entreprenariat des jeunes et l'amélioration de la gouvernance ainsi que le climat des affaires d'une part. Renchérir le coût de l'activité informelle et lutter contre l'évasion fiscale via les régimes fiscaux, l'amélioration de la relation entre l'administration et le contribuable ainsi que la souplesse dans les démarches administratives d'enregistrement fiscal d'autre part.

6.2.2 Soulagement de l'économie informelle après la crise

Vu les grands efforts du gouvernement pendant la crise à octroyer des aides budgétaires aux secteurs et travailleurs les plus touchés et augmenter les dépenses publiques dans un cadre où la base d'imposition de l'économie formelle est limitée, l'économie informelle devient une niche probable pour élargir la base d'imposition afin de générer des revenus supplémentaires. Toutefois, le gouvernement doit réfléchir à d'autres manières de combler le déficit sans pour autant mettre plus de pression sur cette économie déjà vulnérable et ce, en mettant l'accent sur l'impôt sur la fortune pour assurer une équité fiscale et réduire le fossé entre les plus pauvres et les plus riches ce qui permet de donner plus de temps à l'économie à se lever en douceur et créer des meilleures conditions pour une reprise économique.

Par ailleurs et dans le but de faire face à la récession engendrée par la crise du Covid-19, il est proposé de constituer un fonds spécial dédié à l'économie informelle incitant les entreprises informelles à bénéficier de l'aide financière, le report des cotisations sociales et fiscales à conditions de se faire déclarer et déclarer ses employés tout en les encourageant à recourir au chômage partiel plutôt qu'au licenciement.

6.3 Actions du Petit Informel

Etant donné que le petit informel est constitué des activités de survie à faible enjeu économique et fiscal, on suggère de mener des mesures d'accompagnement au lieu des actions restrictives pour sauver une large tranche de la population vulnérable dont la situation s'aggrave de plus en plus suite aux répercussions de Covid-19 telle que :

6.3.1 Souplesse dans la gestion de la crise par rapport aux travailleurs de l'informel

En pleine crise de la Covid-19 et pour limiter la propagation de la pandémie, les autorités publiques ont menés des actions locales telles que les expulsions, la destruction des lieux de travail et la confiscation des marchandises, détruisant ainsi la seule source de revenus des travailleurs informels. Ainsi, après l'extension de la campagne de vaccination contre le Covid-19, il est nécessaire que les autorités publiques donnent plus de liberté à ses travailleurs à travailler dans les lieux publics pour se subvenir et satisfaire leurs besoins vitaux.

6.3.2 Le soutien financier et alimentaire des travailleurs vulnérables

La seule subvention monétaire déjà octroyée aux travailleurs de l'économie informelle par le gouvernement marocain au début de la pandémie se voit insuffisante, du fait qu'elle est faible et limitée dans le temps. Donc, il est nécessaire d'augmenter le budget alloué à cette tranche de la population et élargir sa durée pour que ces travailleurs puissent faire face aux renchérissement

des approvisionnements et des matières premières, conséquence directe de la crise Covid-19. En plus des aides alimentaires aux travailleurs des régions lointaines à accès difficile.

Le gouvernement est sensé aussi, se concentrer sur les allègements sur les frais de services publics tels la suspension des paiements des factures d'eau et d'électricité et sur les charges fiscales par la réduction de la TVA/Achats pendant au moins un trimestre.

Encore une fois, toutes ces mesures qui paraissent adaptées à la situation actuelle à l'ère du Coronavirus, devraient s'accompagner des réformes structurelles pour espérer une vraie relance après la crise sur tous les plans : sanitaire, social et économique et sortir par le moins de dégâts possibles.

Conclusion

En guise de conclusion, la revue de littérature de la relation entre les crises pandémiques et l'économie a donné une idée globale sur le lien entre la propagation de la pandémie, son effet sur l'économie et le comportement des individus qui influence son degré de gravité. Cela permet de donner des pistes de réflexion aux autorités publiques par rapport aux politiques publiques à adopter afin d'atténuer les effets négatifs de la crise sur les individus tout en donnant plus d'importance aux plus vulnérables comme les travailleurs du secteur informel. En plus, l'analyse théorique de l'impact des crises pandémiques sur l'économie informelle des pays en développement dont le Maroc a montré à travers deux points de vue différents que l'économie informelle possède une grande capacité d'adaptation aux crises même si elle reste vulnérable aux chocs en absence d'aide auprès de l'Etat.

Par ailleurs, le papier s'est concentré sur l'économie informelle au Maroc à travers un aperçu général sur son poids qui ne cesse d'augmenter ainsi que les facteurs de son développement. En effet, l'expansion de l'économie informelle reflète la défaillance des politiques publiques et le manque de stratégies économiques performantes permettant de diminuer ses impacts négatifs sur le plan économique, fiscal et social. D'autant plus, l'arrivée du coronavirus a rendu la tâche de plus en plus difficile aux autorités publiques qui n'étaient pas prêtes pour en faire face, ce qui a aggravé la situation aux travailleurs informels, le maillot le plus faible de l'économie nationale.

C'est ainsi que le présent papier donne quelques pistes d'amélioration utiles en ce qui concerne les politiques à mettre en œuvre pour gérer l'économie informelle pendant et après cette crise et ce à travers l'adoption d'une stratégie d'accompagnement que ce soit pour le petit ou le grand informel dans une optique de relance économique. Toutefois, les mesures proposées ne seront

pas efficaces si elles ne sont pas accompagnées par des réformes structurelles et un nouveau modèle de développement intégrant l'économie informelle tout en cherchant des moyens de financement de mise en œuvre étant donné que, l'Etat n'a pas assez d'espace budgétaire pour absorber le choc ou assurer la riposte contre la pandémie. C'est ainsi que le soutien financier de la communauté internationale, sous formes de dons ou de prêts exceptionnels, paraît plus qu'urgent.

La crise pandémique actuelle est donc une occasion pour mettre le point sur les secteurs les plus vulnérables et redéfinir de nouvelles stratégies de développement surtout avec l'apparition d'une nouvelle crise mondiale comme celle causé par la guerre Ukraine-Russie qui a engendré une inflation incontrôlable avec une flambée des prix jamais vue. Cela pourra constituer une piste de recherche future d'un nouveau sujet.

BIBLIOGRAPHIE

- Alon, et al., (2020). « *The Impact of COVID-19 on Gender Inequality* », National Bureau of Economic Research Working Paper No. 26947.
- Alvarez, et al., (2021). « *A Simple Planning Problem for COVID-19 Lock-down, Testing, and Tracing* », American Economic Review: Insights, 3.
- Atkeson. A.,(2020a). « *How deadly is covid-19 ? Understanding the difficulties with estimation of its fatality rate* », National Bureau of Economic Research, Working Paper Series.
- Atkeson A., (2020b). « *What will be the economic impact of Covid-19 in the US? Rough estimates of disease scenarios* », National Bureau of Economic Research, Working Paper No. 26867.
- Banque mondiale (2021). Rapport économique du Maroc : « *créer un élan pour la réforme, rapport spécial sur le COVID-19, inégalité et emploi au Maroc* », Groupe de la Région Moyen-Orient et Afrique du Nord, Washington, pp 19-30
- Barro, et al., (2020). « *The Coronavirus and the Great Influenza Pandemic: Lessons from the "Spanish Flu" for the Coronavirus's Potential Effects on Mortality and Economic Activity* » National Bureau of Economic Research, Working Paper No.26866.
- Bick, et al., (2020). « *Real Time Labor Market Estimates During the 2020 Coronavirus Outbreak* » Arizona State University.
- Benali. A., (2022). « *L'économie marocaine à l'épreuve de la crise covid 19 : vers une redéfinition du modèle d'insertion internationale* », Revue Française d'Economie et de Gestion «Volume 3 : Numéro 6» pp : 386 – 402.
- Correia, et al., (2020). « *Fight the Pandemic, Save the Economy: Lessons from the 1918 Flu* » Federal Reserve Bank of New York, Liberty Street Economics (March 27).
- Guerrieri, et al., (2020). « *Macroeconomic Implications of COVID-19: Can Negative Supply Shocks Cause Demand Shortages?* » National Bureau of Economic Research, Working Paper No. 26918.
- Eichenbaum Martin .S, et al.,(2021). « *The Macroeconomics of Epidemics* », The Review of Financial Studies, vol 34(11).
- Greenstone, et al., (2020). « *Does Social Distancing Matter?* » University of Chicago, Becker Friedman Institute for Economics, Working Paper (March 25).

- Hanming Fang, et al., (March 2020). « *Human mobility restrictions and the spread of the Novel Coronavirus (2019-nCoV) in China* » Journal of Public Economics, vol 191.
- Haut-Commissariat au Plan (2020). « *Répercussions de la pandémie covid-19 sur la situation économique des ménages* », publications du HCP, Rabat, Maroc.
- Jaskova .A, (2017). « *Is Informal Employment a Safety Net in Times of Crisis? Evidence from Serbia* », Journal of Human Resource Management, vol. 20, issue 1.
- Jones.C, et al.,(2021). « *Optimal Mitigation Policies in a Pandemic: Social Distancing and Working from Home* », The Review of Financial Studies, vol 34(11).
- Latouche. S, (1989). « *Les paradoxes de la « normalisation » de l'économie informelle* ». Revue Tiers-Monde.
- Mejjati Alami R.,(2014). « *Le secteur informel au Maroc* », Edition PEM.
- Mongey, et al.,(2020). « *Characteristics of Workers in Low Work-from-Home and High Personal- Proximity Occupations* », University of Chicago, Becker Friedman Institute for Economics.
- Narula.R, (2020). « *Policy opportunities and challenges from the COVID-19 pandemic for economies with large informal sectors* », Journal of International Business Policy.
- Organisation International du Travail (OIT), Note de synthèse, (Mai 2020), « *La crise du COVID-19 et l'économie informelle: réponses immédiates et défis à relever* ».
- Robert .E, et al., (June 2020). « *Trading Off Consumption and COVID-19 Deaths* », National Bureau of Economic Research Working Papers No. 27340.
- Webb.A., et al., (2020). « *Employment in the informal economy: implications of the COVID-19 pandemic* », International Journal of Sociology and Social Policy.